LA COMMÉMORATION FRANCO-LITUANIENNE DE 1937 DU PASSAGE DE NAPOLEON EN LITUANIE L'ENGAGEMENT DE RAYMOND SCHMITTLEIN

CORINE DEFRANCE

ISSN 1392-0588
2011. 55

Premier lecteur français à l'université de Kaunas, Raymond Schmittlein (1904–1974) devint un des principaux médiateurs culturels entre la France et la Lituanie dans la seconde moitié des années 1930[1]. Ce jeune agrégé d'allemand, jusqu'alors professeur de lycée, projetait d'écrire une thèse de doctorat sur la toponymie et l'onomastique lituaniennes[2]. C'est pourquoi il avait postulé au lectorat à Kaunas (1934–1938). En marge de l'université, il organisa une série d'événements à l'occasion du 125e anniversaire du passage de Napoléon en Lituanie : cycle de conférences ; publication de plusieurs essais et surtout préparation de l'« exposition napoléonienne » au printemps 1937. L'ampleur de l'engagement français – l'exposition fut placée directement sous le haut patronage de la présidence de la République et des parlementaires et journalistes se rendirent à son inauguration – traduisit l'importance symbolique majeure de la commémoration franco-lituanienne des événements de 1812. Aussi, nous nous proposons d'examiner la construction de la mémoire de l'événement, inséparable du contexte politique d'alors. Trois interrogations sont au cœur de cette étude et en forment la structure : 1. Quel était le motif politique de Paris et de Kaunas pour organiser une commémoration commune au milieu des années 1930 ? 2. Le passage de Napoléon en Lituanie, dans sa double dimension conquérante et tragique, en juin et décembre 1812 respectivement, se prêtait-il à une commémoration et quel message celle-ci permettait-elle de transmettre ? 3. Quelles furent les formes de la commémoration et de l'engagement de Schmittlein ? Quel sens contribua-t-il à donner à l'événement ?

[1] Corine Defrance, « Raymond Schmittlein (1904–1974) : médiateur entre la France et la Lituanie », in *Cahiers Lituaniens*, n° 9, automne 2008, pp. 18–23. [En ligne sur le site : http://www.cahiers-lituaniens.org/Schmittlein.htm].

[2] Si le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale mit un terme à son projet de doctorat, il devait cependant publier une partie des résultats dans son ouvrage *Études sur la nationalité des Aestii*, tome 1, *Toponymie lituanienne*, Bade, Editions Art et Science, 1948.

1. L'ÉTAT DES RELATIONS FRANCO-LITUANIENNES DANS LES ANNÉES 1930

La fondation tardive, en 1934 seulement, d'un poste de lecteur français à l'université de Kaunas (de tels postes avaient été créés à Riga et Tallinn en 1927/28) est en soi un symbole de la lente reprise des relations franco-lituaniennes au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que la Lituanie venait de recouvrer son indépendance en 1918[3]. Paris ne reconnut le nouvel État qu'en décembre 1922, soit presque deux ans après la reconnaissance de la Lettonie et de l'Estonie (janvier 1921)[4]. Pourtant, traditionnellement, la présence intellectuelle et universitaire française en Lituanie avait été très importante, notamment à l'université de Vilnius[5].

La première raison en est à rechercher dans l'engagement de la France en faveur de la Pologne, au lendemain de la Grande Guerre. Or la Pologne, surtout après le coup de main du général Zeligowski sur Vilnius en octobre 1920, était en conflit avec son voisin lituanien. Dans cette situation, bien des diplomates français auraient souhaité en revenir à une Grande Pologne, à une « fédération qui respecterait la liberté des Lituaniens, tout en donnant à la Pologne un contrôle de la politique du pays », ce qui traduisait une grande méconnaissance des aspirations lituaniennes[6].

La deuxième raison majeure résulte de l'intime conviction française de l'orientation germanophile des autorités de Kaunas. Le rapprochement de la Lituanie avec l'Allemagne s'expliquait surtout par la rupture avec la Russie suite à la mise en place du régime bolchevique[7]. Les autorités lituaniennes misèrent alors sur l'Allemagne comme contrepoids face à la Pologne, et Paris s'inquiétait de la complexité des liens entre la Lituanie et le Reich allemand. Celui-ci n'attisait-il pas le nationalisme lituanien ? Il est certain que, dans la première décennie de l'après-guerre, l'allemand était la langue de la diplomatie lituanienne et la première langue étrangère enseignée dans les établissements scolaires. Le ministre de France à Kaunas, René Ristelhueber, évoquait l'université de la ville « fortement inféodée à la science allemande »[8].

[3] Julien Gueslin, « Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne (1920–1923) », in : *Cahiers Lituaniens*, n° 2, 2001.

[4] Ministère des Affaires étrangères, *Documents Diplomatiques Français, 1921*, tome 1, document n° 41 du 26 janvier 1921, Bruxelles, Peter Lang, 2004, p. 63.

[5] Gilles Dutertre, *Les Français dans l'Histoire de la Lituanie (1009–2009),* L'Harmattan, Paris, 2009, p. 128 ; Thierry Laurent, *Échanges littéraires franco-lituaniens (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, Paris, Connaissances et savoirs, 2009, p. 15.

[6] Julien Gueslin, *La France et les petits États baltes*, thèse de doctorat (Paris 1, 2004), consultable en ligne sur le site : http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00126331/en/; Voir aussi Ministère des Affaires étrangères, *Documents Diplomatiques Français 1920*, tome 3, document n° 166, 7 novembre 1920, Bruxelles, Peter Lang, 2003, p. 246 (télégramme de Georges Leygues, ministre des Affaires étrangères à Louis de Sartiges, commissaire français dans les régions baltiques « au sujet de la France et du conflit polono-lithuanien »).

[7] Gueslin, *La France et les petits États baltes* [op. cit.], pp. 30–31.

[8] Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris [désormais MAE/Paris], 1918/40, Lituanie, vol. 92, dépêche n° 255 de Ristelhueber à Briand, 10 octobre 1930.

De surcroît, l'Allemagne était et devait longtemps rester le premier partenaire économique du pays[9].

Un troisième facteur réside dans le fait qu'au lendemain de la Guerre, Paris, escomptant la faillite prochaine du régime bolchevique et la restauration d'une puissance russe alliée, ne voulut tout d'abord rien entreprendre dans les pays baltes qui eût pu affaiblir la renaissance russe[10]. Mais bientôt, Paris craignit que la Lituanie n'entrât dans le jeu de Rapallo d'une collusion germano-soviétique afin de faire contrepoids à la Pologne, déstabilisant ainsi l'ensemble européen[11]. Aussi le nouvel État lituanien finit-il par trouver sa place au sein de la diplomatie française.

La situation évolua rapidement au début des années 1930. Les relations s'étaient normalisées avec l'Union soviétique, peu encline à s'attirer l'ire des Européens par un coup de main sur les pays baltes, avec lesquels elle négociait désormais des pactes de non agression. C'était aussi le temps du rapprochement franco-soviétique. Pour Kaunas, l'Allemagne constituait désormais le principal danger. Comme le releva Ristelhueber, la montée du nationalisme allemand et les pressions allemandes à Memel/Klaipeda depuis 1934 avaient négativement influencé les autorités et l'opinion lituaniennes[12], si bien que le pays souhaitait se libérer de l'emprise allemande « et se tourner vers un autre centre intellectuel dont l'amitié serait plus désintéressée »[13]. L'intérêt pour la culture française s'accrut encore à partir de janvier 1933 en réaction à l'arrivée de Hitler au pouvoir à Berlin. La presse locale l'atteste. Ainsi le journal socialiste *Lietuvos Zinios* écrivit-il en juillet 1933 : « La France est aujourd'hui par excellence le pays de la culture et de la liberté. […] Il ne nous faut point oublier que les idées d'indépendance des nations et de droit des peuples de disposer d'eux-mêmes sont venues de France et qu'actuellement notre liberté et notre indépendance sont menacées par des pays à régime de dictature »[14]. Cette réorientation se traduisit par l'introduction progressive du français comme première langue vivante étrangère dans l'ensemble du système scolaire lituanien au cours des années 1930[15].

Ce retournement fut facilité par l'existence d'un grand courant francophile parmi les élites lituaniennes. Le poids des affinités religieuses – la Lituanie étant catholique –

9 Vygantas Vareikis, « Deutsch-litauische Beziehungen in der ersten Hälfte des 20. Jahhunders », in : *Annaberger Annalen*, n° 5, 1997, pp. 6–25, ici p. 7.

10 Anne Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques : 1917-1924*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981 ; Gueslin, *La France et les petits États baltes* [op. cit.], p. 97.

11 Ibid., pp. 113–114.

12 Vareikis, « Deutsch-litauische Beziehungen » [op. cit.], pp. 17–22. Voir aussi Julien Gueslin, « La première République lituanienne (1918–1940), in : Yves Plasseraud (éd.), *Histoire de la Lituanie. Un millénaire,* Éditions Armeline, Crozon, 2009, pp. 221–278, ici, pp. 242–243.

13 MAE/Paris, 1918/40, Lituanie, vol. 92, D. n° 255 de Ristelhueber à Briand, 10 octobre 1930.

14 Extrait du journal socialiste populiste *Lietuvos Zinios* cité dans une dépêche de Ristelhueber pour Paul Boncour, MAE/Paris, 1918/40, Lituanie, vol. 92, dépêche n° 111, 16 juillet 1933.

15 Julien Gueslin, « Pourquoi la Lituanie a choisi la francophonie », in : *Courrier des Pays de l'Est*, Paris, La Documentation française, janvier 2001, p. 42.

l'expliquait en grande partie. Du temps de la domination polonaise et russe, le poids de la langue française avait été considérable et il ne s'était pas encore effacé. Les élites politiques, diplomatiques, intellectuelles et les notables parlaient toujours le français. Au lendemain de la Première Guerre, nombre de jeunes Lituaniens étudiant à l'étranger se rendaient dans les universités françaises. Aussi, au niveau de la société civile, mais en lien étroit avec les cercles dirigeants, une Société Lituano-Française avait été fondée en 1923. Cette organisation était présidée par le juriste Mykolas Römeris, recteur de l'Université de Kaunas, et avait pour vice-présidente Marija Urbsys, l'épouse du directeur des affaires politiques aux Affaires étrangères, Juozas Urbsys. C'est sur cette association privée que reposait l'essentiel de la présence culturelle française à Kaunas[16] et aussi dans le reste de la Lituanie, car la société avait ouvert des annexes dans la plupart des quelques grandes villes lituaniennes[17]. Depuis le début des années 1930, ce lien culturel avait encore été renforcé par l'ouverture d'une librairie française et d'un jardin d'enfants franco-lituanien dans la capitale.

Cette évolution eut un impact immédiat sur l'attitude des autorités et de l'opinion française, jusqu'alors ignorante de la Lituanie et plutôt méprisante à son égard[18]. Paris compta désormais sur la Lituanie dans la lutte contre l'influence allemande et décida d'accroître sa présence, notamment sur le plan culturel. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la création d'un poste de lecteur français à l'université de Kaunas, envisagée depuis 1932 et effective à l'automne 1934. Les temps étaient mûrs pour renforcer la nouvelle amitié franco-lituanienne. En 1936, le journaliste Henri de Chambon, directeur de la *Revue Parlementaire,* et auteur de plusieurs ouvrages sur les pays baltes[19], se rendit en mission dans ces trois États pour « rechercher les moyens d'intensifier les relations culturelles entre la France et les Pays baltiques » insistant sur le fait qu'« une même animosité unit les trois pays contre l'Allemagne qu'ils considèrent comme représentant le plus grand danger pour leur indépendance »[20]. Dans son rapport, Chambon préconisait un certain nombre de mesures à prendre prioritairement en Lituanie pour compenser le désintérêt culturel pour ce pays dont la France avait fait preuve jusqu'en 1933 : « En dehors de la chaire de littérature française à l'université de Kaunas [poste de lecteur de Schmittlein], il n'existe dans cette ville aucune

16 « La Société Lituano-Française a une grande importance à Kaunas. Sous la présidence d'honneur et sous l'impulsion de M. Urbsys et de quelques personnalités politiques lituaniennes, c'est en elle que se résume toute la propagande française qui a trouvé […] un terrain si favorable en Lituanie. Il y a donc le plus grand intérêt à favoriser son activité », Service historique de l'Armée de Terre [désormais SHAT], 7N 2773, dépêche n° 61 de l'attaché militaire, Ganeval, à la Guerre (E.M.A. 2e bureau), 17 mars 1937.

17 Julien Gueslin, « La Lituanie et la culture française pendant la première indépendance (1918–1940) », in : *Cahiers Lituaniens*, n° 8, 2007, pp. 13–22.

18 Le 13 janvier 1923, *L'Écho national* titrait : « Qui connaît la Lituanie ? ».

19 *La Lithuanie pendant la Conférence de la Paix*, Paris, 1931 ; *La Lituanie moderne*, Paris, 1933; *Origine et histoire de la Lettonie*, Paris, 1933 ; *La République d'Estonie*, Paris, 1936.

20 MAE/Nantes, Service des œuvres françaises à l'étranger [désormais SOFE], vol. 290, rapport de Henry de Chambon au SOFE, 26 octobre 1936.

institution française. Il y a urgence à y créer un institut français destiné à former des professeurs. Seule des États baltes, la Lituanie vient de décider que la langue française serait première langue étrangère obligatoire dans l'enseignement secondaire. Il faut donner des professeurs pour enseigner le français »[21].

2. LA MÉMOIRE DU PASSAGE DE NAPOLÉON EN LITUANIE

Au cours de ses quatre années à Kaunas, Schmittlein contribua considérablement à développer les relations culturelles et universitaires entre les deux pays. Il s'engagea en particulier pour la diffusion de la langue française et la formation des enseignants de français. S'inspirant de son expérience de professeur agrégé d'allemand au lycée de Chartres, il rédigea une série de manuels scolaires pour les jeunes élèves lituaniens, *Douce France* qui parut à Kaunas de 1935 à 1939[22]. Schmittlein enseigna aussi le français à la Société Lituano-Française, dont il devint bientôt le secrétaire général[23]. Outre ses activités d'enseignant[24], Schmittlein fut un conférencier régulier et s'engagea particulièrement dans la préparation de la commémoration du passage de Napoléon en Lituanie en 1812, lors de la campagne de Russie, à l'occasion de son 125e anniversaire en 1937. Avant d'analyser les formes de cette commémoration, il convient de s'arrêter sur le choix symbolique de Napoléon pour afficher la nouvelle amitié franco-lituanienne, car c'est avant tout de cela qu'il s'agit dans la décision d'une commémoration commune.

Nous l'avons vu, l'état des relations politiques, dans cette Europe au bord du gouffre sur laquelle pesaient déjà lourdement les menaces de l'Allemagne nazie, conduisait tant Paris que Kaunas à mettre en scène leur jeune solidarité. Dans un tel contexte, il est habituel que la diplomatie recoure au symbolique et cherche à ancrer la communauté de liens dans un passé plus lointain, afin de donner une profondeur historique aux relations présentes. Choisir de commémorer le passage de Napoléon en Lituanie n'était pourtant pas évident, étant donné que le double passage de l'Empereur et de la Grande Armée, en juin puis en décembre 1812, renvoie finalement à un événement dramatique : la retraite de Russie et ses dizaines de milliers de morts. Schmittlein,

21 Ibid.

22 Dans le tome de *Douce France*, première année de français à l'usage de l'enseignement secondaire lituanien, Kaunas, 1935, Schmittlein prend pour trame une correspondance entre deux jeunes élèves français et lituanien, Jean qui habite à Chartres et Vincas à Kaunas, et la visite de Vincas en France. À deux reprises la mémoire de Napoléon est évoquée, deux fois à l'initiative de Vincas : 1. Dans la leçon « Vincas décrit Kaunas », Schmittlein fait écrire à l'enfant : « C'est à Kaunas que Napoléon passa le Niémen en 1812 et une colline des environs porte encore son nom (p. 73) ; 2. Dans la leçon « Un voyage à Paris », il est écrit : « De la gare Montparnasse, où ils sont descendus, les visiteurs se rendent à pied aux Invalides, car Vincas veut d'abord saluer le tombeau de Napoléon… » (pp. 84–85).

23 Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 1 (dossier « protocole » de la Société Lituano-Française).

24 Archives centrales d'État/Vilnius, série 631/3, vol. 636 (dossier « Schmittlein » de la série Université de Kaunas).

dans son ouvrage *Un district lituanien sous l'occupation*[25], évoque le chiffre approximatif de 50 000 soldats de l'Armée napoléonienne, de nationalités très diverses, morts en terre lituanienne. Pourtant, il parle d'une « époque somme toute glorieuse de l'histoire napoléonienne » (p. 11). Sans doute pour juin 1812, où Napoléon, encore conquérant régnait sur une grande partie de l'Europe… Les deux éléments positivement connotés, donnant la direction interprétative de la commémoration, étaient d'une part l'accueil enthousiaste fait à Napoléon et son armée par une grande partie de la population lituanienne alors sous le joug russe et, d'autre part, la « proclamation de l'indépendance lituanienne » faite par l'Empereur le 1er juillet 1812 à Vilnius. Sans doute faudrait-il nuancer l'enthousiasme de la population en fonction des lieux et des milieux (Schmittlein lui même ne passe pas sous silence l'accueil réservé fait à Napoléon à Vilnius[26] ; l'historien lituanien Bronius Dundulis, dans son ouvrage *Napoléon et la Lituanie en 1812* publié en 1940 à Paris, démontre à son tour que les paysans acclamèrent l'Empereur avec plus de ferveur que la noblesse craignant pour ses privilèges). De même faudrait-il s'arrêter sur l'ambiguïté de cette incomplète « déclaration d'indépendance » – telle que la nomme Schmittlein – et que Dundulis appelle plus sobrement « l'acte impérial créant le gouvernement provisoire de la Lituanie ». Par la mise sur pied d'un gouvernement provisoire et d'une armée lituanienne, il s'agissait avant tout, pour Napoléon, de « remettre de l'ordre […] dans l'administration de la Lituanie délivrée pour assurer les derrières de la Grande Armée et faire concourir le pays aux besoins pressants de la guerre »[27]. Mais dans le contexte de 1937, où la Lituanie craignait à juste titre pour son indépendance face à la menace de l'Allemagne nazie (la prise de Memel le 20 mars 1939), il s'agissait pour Kaunas de réaffirmer la souveraineté du pays et pour Paris d'afficher son attachement à l'indépendance lituanienne. De surcroît, la retraite de la Grande Armée, en raison même de sa dimension tragique et de sa charge émotionnelle, permettait de mettre en exergue une communauté de souffrance, de sang versé et de mort (plusieurs milliers de Lituaniens s'étaient engagés dans les forces napoléoniennes et nombre d'entre eux disparurent dans les combats et la retraite)[28].

L'événement, par son ampleur et sa dimension traumatique, avait laissé de nombreuses traces dans la mémoire collective lituanienne, dans les récits, légendes et chansons, dans la littérature, mais aussi des traces matérielles, inscrites dans la géographie

[25] Les pages de cet ouvrage, indiquées dans la suite du texte, renvoient à l'édition de 1952.

[26] Schmittlein, *Un district…*, [op. cit.], 1952, p. 18.

[27] Bronius Dundulis, *Napoléon et la Lituanie en 1812*, Paris, Alcan, Presses universitaires de France, 1940, p. 121. Voir également Sylvie Lemasson, « Napoléon et la Lituanie », in : Yves Plasseraud (éd.), *Histoire de la Lituanie. Un millénaire,* Crozon, Éditions Armeline, 2009, pp. 135–164, notamment pp. 149–155. L'auteur met l'accent sur la hiérarchie française et l'autorité de l'Empereur auxquelles est soumis le gouvernement provisoire. Elle insiste sur l'absence de projet cohérent de Napoléon pour la Lituanie et sur une administration qui répondait essentiellement aux besoins militaires de sa campagne de Russie.

[28] Jean Grison, « Les guerriers lituaniens de Napoléon 1er » in : *Cahiers Lituaniens*, n° 4, 2003.

et le paysage : les tombes, les fosses communes, les reliques diverses. Schmittlein s'était personnellement beaucoup investi dans ces enquêtes de terrain, dans ce repérage des croix et des tombes. Il évoquait *la piété* qui s'attache aux reliques de la Grande Armée en Lituanie[29] et, de son côté, l'attaché militaire français à Kaunas souligna auprès de son ministère le « culte pieux et touchant pour l'Empereur » conservé par les Lituaniens[30]. Ces traces et mémoires constituaient le terreau nécessaire à une commémoration réussie.

Côté français, la III^e^ République, qui avait jusque là adopté une attitude ambiguë avec l'héritage napoléonien et n'avait pas célébré le centenaire du sacre de Napoléon (1904 fut l'année de la signature de l'Entente cordiale entre Paris et Londres), renoua avec la mémoire de Bonaparte au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le centenaire de la mort de l'Empereur, en 1921, fut l'occasion de « puis[er] dans l'ère napoléonienne pour exalter le sacrifice héroïque des Français pendant la Grande Guerre » et le « triomphe des armées françaises »[31]. En 1937, le motif conjoncturel fut celui du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et de la liberté (cf. l'article de *Lietuvos Zinios* cité précédemment), renvoyant bien davantage à Bonaparte, général des armées de la Révolution, qu'à l'Empereur. On sait que Napoléon, lors des Cent-Jours, sculpta lui-même cette image nouvelle de défenseur du peuple, de la liberté et de l'égalité. Et ce « libéralisme » constitua un élément important de la très populaire légende napoléonienne qui connut un développement considérable tout au long du XIX^e^ siècle[32]. Or, comme le notait Schmittlein[33], la campagne et la retraite de Russie suscitaient toujours l'émotion en France (à la douleur se mêlaient les sentiments de courage et de détermination). L'écrivain lituanophile Jean Mauclère[34], dans un roman populaire, situait son intrigue en Lituanie, et faisait évoquer par les paysans et les pêcheurs le souvenir du passage de Napoléon[35]. Les dirigeants français pouvaient

[29] Schmittlein, *Un district…*, [op. cit.], 1952, pp. 11–12.

[30] SHAT, 7N 2773, dépêche n° 446 de l'attaché militaire, Hoppenot, à la Guerre (E.M.A. 2^e^ bureau), 10 mai 1938.

[31] Sudhir Hazareesingh, *La légende de Napoléon*, Paris, Tallandier, 2005, p. 13 et p. 322.

[32] « Dès la fin de l'année 1815, l'image populaire de Napoléon avait radicalement changé : ses compatriotes célébraient en lui non seulement un héros déchu, mais aussi un défenseur des principes révolutionnaires de liberté et d'égalité », Hazareesingh, *op. cit.,* p. 23. L'auteur insiste sur l'importance décisive des Cent-Jours « pour la mémoire qu'allait léguer l'Empereur à la postérité. […] Ils restaurèrent le lien politique entre Napoléon et les Jacobins, les fervents défenseurs de la Révolution de 1789. […] Les événements des Cent-Jours allaient engager le processus qui conduirait à réinventer son image. Incessamment, le créateur du nouvel empire serait perçu comme le défenseur du principe d'égalité civile né de la Révolution ; le conquérant du monde se transformerait en sage et prévoyant législateur ; et, peut-être plus extraordinaire que tout, le despote autocratique serait réincarné en symbole de la liberté. En résumé, les circonstances de la fin du règne de Napoléon seraient décisives pour instruire les débuts de sa légende après 1815 », pp. 38–39.

[33] Schmittlein, *Un district…*, [op. cit.], 1952, pp. 11–12.

[34] Thierry Laurent, *Échanges littéraires* [op. cit.], pp. 30–31.

[35] *Le Pavillon de l'Aigle blanc*, 1931. Cité d'après Julien Gueslin, *La France et les petits États baltes*, [op. cit.], p. 543.

donc tirer profit de cette sensibilité et mémoire populaires qui n'avaient pas disparu. Ainsi, en 1937, les autorités françaises et lituaniennes, en commémorant Napoléon, se référaient à des valeurs communes. Comme l'historien David Bell l'a écrit « Napoléon fut l'Empereur des Français, mais il appartient au patrimoine culturel du monde occidental »[36], car l'Empereur était devenu, après 1815, un objet de culte à travers toute l'Europe et particulièrement dans les territoires qui avaient connu l'occupation française[37].

3. RAYMOND SCHMITTLEIN ET LES FORMES DE LA COMMÉMORATION

Schmittlein ne fut pas le seul artisan de cette commémoration, mais il en fut l'initiateur et la cheville ouvrière. Il n'était pas historien de formation mais linguiste, et avait développé une méthode fondée sur l'anthroponymie et la toponymie pour tenter de reconstituer l'Histoire, là où les autres sources écrites faisaient défaut, à partir d'une classification des noms de lieux et de personnes. Aussi ses travaux d'érudition, et son goût intellectuel pour ces sujets, l'amenèrent à maintes reprises à publier des ouvrages de référence dans le domaine historique.

Schmittlein releva, dès son arrivée à Kaunas, « le renouveau d'intérêt manifesté par la Lituanie à sa résurrection éphémère de 1812 » qui se traduisit par la découverte de nombreux « trésors oubliés » dans les archives privées et l'exploitation systématique des archives publiques donnant lieu à de nombreux travaux universitaires, auxquels il participa lui-même. Dès l'automne 1935, il prononça une première conférence sur « la Grande Armée en Lituanie » à la Société Lituano-Française, qui eut beaucoup d'écho[38] et il publia en 1936 et 1937 plusieurs ouvrages et articles consacrés à la Lituanie et à Napoléon en 1812 : en lituanien *L'armée lituanienne au temps de Napoléon* ; une première version de *Un district lituanien sous l'occupation française (1812)*[39]. Il s'agit de la publication de la correspondance d'un sous-préfet lituanien (cercle de Panevėžys) avec les autorités militaires françaises. Son autre ouvrage, *Avec Napoléon en Lituanie*, paru à Kaunas en 1937 (Pribacio Leidinys, 88 pages), était également une publication de documents[40]. Les textes originaux en français étaient complétés par une préface et

[36] David Bell, « Violets in their Lapels », in : *London Review of books*, t. XXVII, n° 12, 23 juin 2005, p. 14.

[37] Jules Deschamps, « La légende de Napoléon à travers le monde », in : *Revue des études napoléoniennes*, juillet–août 1926, pp. 33–36.

[38] MAE/Paris, Lituanie 1918/40, vol. 92, dépêche de Dulong à Pierre Laval, 26 décembre 1935.

[39] Raymond Schmittlein, *Un district lituanien sous l'occupation française* (1812) // Kaunas, Senove, 1936, t. 2, pp. 217–269. Étude menée à partir des archives nationales lituaniennes, cf. *Un district…*, [op. cit.], 1952, p. 22.

[40] Au sujet de la maison d'édition et librairie Pribacis (Priebatsch), fondée en 1923 à Kaunas par une famille allemande juive, Max et Helene Holzman, voir le témoignage de leur petite fille Margarete Holzmann, « Die Verlagsbuchhandlung 'Pribacis' in Kaunas 1923–1940 », in : *Annaberger Annalen*, Nr. 6, 1998, pp. 89–101.

des commentaires en lituanien. Il s'agit d'une sélection de textes (mémoires, journaux, souvenirs militaires, de divers officiers de la Grande Armée), organisés en « journal », de manière chronologique, allant de l'entrée de Napoléon en Lituanie le 21 juin 1812 (mémoires du général de Caulaincourt) à la retraite du X^{e} corps d'armée (*Souvenirs* du maréchal Macdonald) le 19 décembre 1812. Le premier tiers relate le passage du Niémen (23 juin), l'entrée de l'empereur à Kaunas (24 juin) et des Français à Vilnius jusqu'au passage de la Samogitie. Schmittlein y publie bien entendu la « proclamation de l'indépendance lituanienne par Napoléon », le 1er juillet 1812. Mais il faut noter que les trois quarts restants de l'ouvrage sont consacrés à la retraite.

L'analyse de ces deux ouvrages fait apparaître que l'objectif de Schmittlein était non pas de retracer la campagne elle-même, ce qui avait été l'objet de la plupart des recherches menées jusque-là, mais de comprendre le fonctionnement des arrières durant la campagne et notamment les rapports de l'armée avec le pays occupé. Certes, il mit en lumière les déficiences du service d'administration et en particulier de l'intendance, mais il entendait surtout montrer que « l'effort fourni dans la suite par le pays [la Lituanie][41] est aussi admirable, quoiqu'aussi méconnu, que son effort militaire[42] » (*Un district…,* p. 13). Il y résume ainsi sa thèse principale : « Somme toute, il nous semble que toute cette correspondance, imprégnée d'un ton courtois et même amical, est un signe indiscutable de la collaboration confiante qui a dû exister entre la population et l'armée d'occupation » (p. 21)[43]. Il entendait relativiser la « légende d'une administration française exploitant le pays jusqu'au pillage » (p. 15) et insistait sur les instructions de l'Empereur (30 juin 1812) exigeant de « ménager les habitants du pays ». Il citait notamment les registres d'ordre de Macdonald relatant que les réquisitions se faisaient « avec humanité et équité » (p. 16). Schmittlein soulignait le caractère formel des ordres de Napoléon, prescrivant de considérer la Lituanie comme un pays « allié ». Au total, ses publications mettaient en lumière la coopération et l'enthousiasme populaire pour Napoléon en Lituanie, le souci de Napoléon d'œuvrer à la restauration de l'indépendance lituanienne[44], et l'auteur y rendait hommage au

La maison s'était spécialisée dans l'édition de manuels scolaires pour l'enseignement des langues étrangères et la partie librairie comprenait des départements de littérature étrangère, en particulier de français. Après 1933, les Holzman, devenus Lituaniens en 1936, furent marginalisés par les Allemands de Lituanie dans la ligne de Berlin. Schmittlein fit partie de leurs fidèles amis.

41 Si le ravitaillement a échoué, c'est surtout en raison de l'insuffisance des transports : « La grandeur de l'entreprise dépasse les moyens du temps. Les subsistances d'une armée de quatre cent cinquante mille hommes ne s'accommodent pas de voiture à chevaux… Napoléon est en avance d'un siècle sur son temps », p. 15.

42 Rappel de la présence de plusieurs contingents lituaniens dans la Grande Armée et dans les armées alliées ; rappel concomitant des régiments de hussards et uhlans lituaniens recrutés par l'armée russe désertant « massivement » pour rejoindre les « Français ».

43 « L'attitude de la population prouve à l'évidence qu'elle ne considérait pas les Français comme des ennemis », p. 18.

44 « Dès que le pays fut occupé par l'armée française, on procéda à la constitution d'une garde nationale, d'une gendarmerie et d'une véritable armée… », p. 14.

courage des Lituaniens en soulignant leurs qualités de « ténacité », d'« ordre », leur « bonne volonté ». Il contribuait ainsi à donner une couleur émotionnelle aux jeunes relations franco-lituaniennes en cette seconde moitié des années 1930.

Les écrits de Schmittlein sur Napoléon ne laissent pas apparaître de polémique directe avec l'Allemagne au sujet du comportement des soldats ou officiers prussiens ou originaires des autres États allemands dans la Grande Armée (même s'il mentionne la « défection du général prussien Yorck à Tauragé »), mais en revanche, il mène une attaque en règle contre le publiciste allemand Karl Bleibtreu (1859–1928) et la préface violemment antifrançaise qu'il ajouta à l'édition de 1926 de l'œuvre de Theodor Rehtwisch, *Geschichte der Freiheitskriege 1812–1815*[45], œuvre d'ailleurs qualifiée d' « admirable » par Schmittlein. En effet, Bleibtreu avait écrit : « Ce n'est pas la haine de Napoléon, mais la haine des Français que l'on puisera dans ce livre savant, car jamais, même lors de l'invasion de la Ruhr et de la honte noire, la terre allemande n'a été souillée par une clique plus dégoûtante et plus arrogante que celle de ces maréchaux et intendants ». Schmittlein qualifiait ce passage d' « injure » et de « moyen d'exciter au meurtre », et estimait « que la partialité évidente des historiens allemands leur enlève voix au chapitre »[46].

En 1937, année de la commémoration, Schmittlein démultiplia ses efforts. En tant que secrétaire général de la Société Lituano-Française, il organisa un cycle de conférences à Kaunas[47], favorisa les études historiques sur le sujet, demanda au ministère lituanien de l'Instruction publique de mettre l'accent sur Napoléon dans les programmes scolaires, chercha à susciter l'intérêt de la presse française pour les contes et le folklore lituaniens[48], et surtout organisa une grande exposition sur Napoléon au nouveau musée militaire Vytautas le Grand, ouvert à Kaunas en 1936[49]. Schmittlein rechercha par tous les canaux le soutien de Paris, faisant intervenir auprès de leur ministère respectif tant les diplomates que l'attaché militaire français. Il obtint ainsi le concours des Affaires étrangères, du ministère de la Guerre, de l'Éducation nationale, puis s'adressa à la Bibliothèque nationale et à divers musées pour obtenir le prêt de nombreuses pièces. Au départ, Schmittlein envisageait une exposition centrée sur les « souvenirs napoléoniens » de 1812, mais, à la demande du Quai d'Orsay et du directeur des Beaux-Arts, Georges Huisman, au printemps 1937, le projet fut remanié et étendu à toute l'époque napoléonienne, en mettant expressément l'accent sur Napo-

45 Leipzig, Minerva, 1908. Réédition de 1926, révisée par Karl Bleibtreu, [p. 16].

46 Schmittlein, *Un district…*, [op. cit.], 1952, p. 12.

47 Ignace Jonynas prononça le 18 novembre 1937, en lituanien, une conférence sur « l'université de Vilna à l'époque de Napoléon », MAE/Nantes, SOFE, vol 547. Voir aussi Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 1, protocole du 8 janvier 1937.

48 Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 1, protocole du 11 novembre 1936.

49 Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 1, protocoles des 19 mai et 9 septembre 1936 ; SHAT, 7N 2773, lettre de Urbsys à Ganeval, 13 mars 1937.

léon en tant que libérateur des peuples et des arts et chantre de l'indépendance[50]. Les Affaires étrangères avaient compris l'intérêt qu'elles pouvaient tirer de la manifestation pour le renforcement des relations bilatérales et elles décidèrent d'en faire une manifestation de prestige[51].

L'exposition eut lieu du 20 mai au 20 juin 1937[52]. Riche de 400 pièces environ, elle eut un double caractère documentaire et artistique en réunissant tableaux, dessins, portraits, uniformes, armes, médailles, cartes, plans, relevé des tombes françaises connues et documents d'époque[53]. Elle s'articula autour d'objets et de documents issus des collections lituaniennes et de l'envoi de pièces prêtées par les musées et bibliothèques françaises : musées du Louvre, de Versailles, de la Guerre, de La Malmaison, Bibliothèque Nationale, École des Beaux-Arts ou encore collections privées. Schmittlein lui-même fit don de gravures au musée[54]. L'exposition fut patronnée par les plus hautes autorités françaises et lituaniennes : présidents de la République, ministres de la Guerre, des Affaires étrangères et de l'Éducation Nationale des deux pays, par les représentations diplomatiques de Lituanie en France et de France en Lituanie, par l'université de la Sorbonne aussi[55].

Pour l'inauguration, à laquelle assistait Antanas Smetona, président de la République de Lituanie, le gouvernement français dépêcha deux parlementaires, Gaston Riou, secrétaire de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, et Robert de Grandmaison, descendant du comte de Lobau, aide de camp de Napoléon en 1812. Ils furent chargés d'offrir à la Lituanie le décret signé par l'Empereur, ordonnant la constitution d'un gouvernement lituanien[56]. L'écrivain et publiciste Jean Mauclère rendit compte de cette manifestation dans le journal *L'illustration*, soulignant qu'elle était l'expression de « l'étroite amitié unissant la Lituanie à la France ». Le message

50 Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 12, dossier de la Société Lituano-Française consacré à l'exposition « Napoléon » et série 379/1 vol. 315 et 316 « exposition Napoléon ».

51 SHAT, 7N 2773, Dépêche n° 133 du ministre de l'Éducation nationale à la Guerre, 11 mars 1937. « La réussite de cette exposition est en effet très importante pour le prestige et les intérêts français en Litanie », SHAT, 7N 2773, dépêche n° 61 de l'attaché militaire, commandant Ganeval, à la Guerre (E.M.A. 2e bureau), 17 mars 1937.

52 Archives centrales d'État/Vilnius, série 945/1, vol. 1.

53 Jean Mauclère, « L'exposition napoléonienne de Kaunas », in : *L'Illustration*, 19 juin 1937, p. 274. Le ministère de l'Éducation nationale demanda à la Guerre de prêter des médailles commémorant l'épopée napoléonienne, des photographies de documents (ordre du jour du 1er juillet 1812, Vilna, portant constitution du gouvernement provisoire de Lituanie), des cartes de Lituanie (russe et française) et des plans des fortifications de Kaunas et Memel, SHAT, 7N 2773, D. n° 57 du ministre de l'Éducation nationale à la Guerre, 30 janvier 1937 ; différents objets furent prêtés par la Bibliothèque nationale et Malmaison, SHAT, 7N 2773, lettre de Urbsys à Ganeval, 13 mars 1937.

54 Aquarelle anonyme donnée par l'auteur en 1937 au musée de la Guerre à Kaunas, reproduite in : *Un district..*, [op. cit.], 1952, p. 29.

55 Le recteur Sébastien Charléty, après avoir pris conseil auprès du Service des œuvres des Affaires étrangères, accepta de figurer au comité d'honneur de l'exposition. Archives Nationales [AN/Paris], AJ 16, Vol. 6968, Chancellerie de l'université de Paris, États baltes, Lithuanie 1926/1948.

56 Article du 19 juin 1937, signé Jean Mauclère.

politique était passé. Le catalogue de l'exposition fut édité à Kaunas, sous la direction de l'historien d'art Baltrusaitis et de son épouse Hélène, fille de l'historien d'art français Henri Focillon, auquel Schmittlein avait également fait appel en tant qu'expert pour cette manifestation[57].

Cette exposition, l'une des toutes premières organisées dans le musée de l'Armée, lui-même emblème de l'identité (en construction) et de l'indépendance nationales lituaniennes[58], fut l'occasion pour cet établissement de constituer sa « section napoléonienne ». Outre la collecte de pièces lituaniennes, il bénéficia de dons du gouvernement français à l'issue de l'exposition. Hoppenot, attaché militaire français à Kaunas, en rendit compte à son ministère : « La section napoléonienne du musée […] constitue l'un des principaux attraits de cette collection de souvenirs ; elle est visitée quotidiennement par un nombre important de Lituaniens et d'étrangers ; la jeunesse lituanienne y est amenée périodiquement ; les militaires, en outre, la visitent fréquemment. En un mot, la section napoléonienne du musée de Kaunas constitue l'un des meilleurs instruments de notre influence en Lituanie et dans les pays voisins : il y a donc lieu de l'aider et de l'encourager dans toute la mesure de nos moyens ». Comme le directeur du musée Vytautas le Grand, le général Nagevičius, déplorait l'absence de souvenirs matériels de la Grande Armée, Hoppenot demanda à Paris l'envoi d'uniformes et d'armes, notamment d'un canon[59]. En raison de l'annexion de Klaipeda/Memel par les Allemands, Paris dut surseoir à l'envoi, mais Hoppenot intervint en mettant l'accent sur l'intérêt éminent de l'envoi en de telles circonstances. Il invoqua le passé et la sensibilité des Lituaniens pour la période napoléonienne qualifiée de « lueur dans la nuit » et « l'état d'équilibre instable où se trouve actuellement la Lituanie qui, sous peu, va être obligée de pencher soit vers l'Allemagne, soit vers la Pologne ; […] Si puérile que la chose puisse paraître, nous avons là une occasion excellente d'influencer, dans une certaine mesure, la politique extérieure d'un petit pays, qui se trouve en vedette de l'actualité, et d'apporter peut-être à notre influence morale, déjà forte, un appoint susceptible de faire pencher la balance ; il serait regrettable qu'une difficulté, facilement surmontable, nous empêchât de saisir cette occasion »[60]. En mai 1939, le canon arriva à Riga et fit route vers Kaunas[61].

57 *Naoleonas I Lietuvoje*, Kaunas 1937.

58 Julien Gueslin, « La première République lituanienne (1918–1940), in : Yves Plasseraud (éd.), *Histoire de la Lituanie* [op. cit.], pp. 221–278, ici, pp. 223–224.

59 SHAT, 7N 2773, dépêche n° 446 de l'attaché militaire, Hoppenot, à la Guerre (E.M.A. 2e bureau), 10 mai 1938.

60 SHAT, 7N 2773, dépêche n° 796 de Hoppenot, à la Guerre (E.M.A. 2e bureau), 16 mai 1939.

61 SHAT, 7N 2773, lettre de Hoppenot, à Huet (E.M.A. 2e bureau), 16 mai 1939.

EN CONCLUSION : SCHMITTLEIN ET LA MÉMOIRE DE NAPOLÉON APRÈS 1945

L'arrivée du canon, peu avant la signature du pacte germano-soviétique, ne sauva bien évidemment pas l'indépendance de la Lituanie. Et Schmittlein avait déjà dû quitter Kaunas pour Riga depuis près d'une année (été 1938), suite à une cabale l'accusant de trois « maux » : porter un nom à consonance germanique (il était d'origine alsacienne) ; être germaniste ; avoir une épouse allemande. Il s'agissait de malentendus, car Schmittlein, en tant que correspondant de l'agence Havas couvrant les événements de Memel, était celui qui avait mis l'opinion française en garde contre l'expansionnisme de l'Allemagne nazie. Il avait précocement saisi la nature du national-socialisme, ce qui l'amena à s'engager aux côtés du général de Gaulle dès juillet 1940[62].

Malgré les circonstances douloureuses de son départ, Schmittlein continua à œuvrer par ses travaux d'érudition à une meilleure connaissance de la culture lituanienne après la Deuxième Guerre mondiale. Alors qu'il dirigeait la « dénazification » et la « rééducation » par la culture en zone française d'occupation en Allemagne (1945–1951)[63], il voulut contribuer à la préservation de la culture balte en exil. C'est alors qu'il coopéra très étroitement avec l'artiste Vytautas Kazimieras Jonynas, connu à Kaunas, pour lequel il fonda une École balte des Beaux-Arts à Fribourg. La réédition légèrement revue et augmentée de son ouvrage *Un district lituanien sous l'occupation*, à Mayence en 1952, s'inscrit dans ce contexte[64]. Dans l'introduction de la nouvelle édition, il écrit : « De nouveau, la nuit russe s'est appesantie sur le pays de Witold et de Jagellon, et le rideau entrouvert s'est de nouveau fermé. Il importe donc de mettre à la disposition des chercheurs ainsi que de tous les réfugiés lituaniens de la diaspora les bribes de ces trésors qu'il aura été possible de sauver ». Le souvenir napoléonien, avec ses références à la liberté, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à la culture occidentale, passait dans le camp des exilés. La symbolique de la Croix de Lorraine, à laquelle Schmittlein se référa explicitement (« …Dieu veuille que tout ne soit point perdu, lorsque la patrie de Mickiewicz pourra de nouveau respirer librement à l'ombre de la Croix de Lorraine, sous la protection de son Chevalier d'argent », p. 23), induisait des rapprochements entre la résistance lituanienne à l'occupant soviétique et la résistance française à l'occupant nazi et, plus subrepticement, dévoilait les rapports

[62] Corine Defrance, « Raymond Schmittlein : un itinéraire dans la France Libre, entre activités militaires et diplomatiques », in : *Relations Internationales*, n° 108, 2001, p. 487–501 ; id., « Raymond Schmittlein (1904–1974): Leben und Werk eines französischen Gründungsvaters der Universität Mainz », in : Michael Kissener, Helmut Mathy (éd.), *Ut omnes unum sint* (Teil 1) *Die Gründungspersönlichkeiten der Johannes Gutenberg-Universität der Universität Mainz,* Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2005, pp. 11–30.

[63] Corine Defrance, *La politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin, 1945–1955*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1994.

[64] Comparaisons introduites au sujet des occupations. L'occupation napoléonienne présentée sous un jour d'autant plus humain qu'elle est comparée aux occupations allemandes en France et aux occupations soviétiques de 1940 et 1944 (p. 16).

qui s'établissaient dans la conception schmittleinienne de l'histoire et du politique entre Napoléon et De Gaulle.

Cette mémoire napoléonienne a récemment ressurgi avec la découverte en octobre 2001 du « charnier de Vilnius », regroupant plus de 2 500 corps, essentiellement de soldats de la Grande Armée. Lors de la cérémonie de ré-inhumation des corps, le 1er juin 2003, quelques jours après le référendum par lequel les Lituaniens avaient donné leur adhésion à leur entrée dans l'Union européenne, l'ambassadeur de France évoqua la mémoire napoléonienne dans une toute autre perspective que celle de 1937. Se plaçant dans un cadre non plus bilatéral, mais européen, il se démarqua de l'héritage napoléonien, compris comme celui d'un Empereur conquérant et autoritaire : « Napoléon était à la recherche d'une Europe unie. Mais ce fut un échec, car il tenta d'unir le continent par la force. Aujourd'hui, nous voyons ce rêve d'une Europe unie devenir réalité parce que fait pacifiquement »[65].

Corine Defrance

NAPOLEONO ŽYGIO PER LIETUVĄ PRANCŪZIŠKAI LIETUVIŠKAS PAMINĖJIMAS 1937 METAIS. RAYMOND'O SCHMITTLEINO INICIATYVA

Santrauka

Pirmasis prancūzų kalbos lektorius Kauno universitete (1934–1938) buvo germanistas Raymond'as Schmittleinas (1904–1974). Ketvirtojo dešimtmečio antroje pusėje jis vienas pagrindinių kultūros tarpininkų tarp Prancūzijos ir Lietuvos. Įgijęs vokiečių kalbos mokslinį laipsnį Schmittleinas ketino rašyti daktaro disertaciją apie lietuvių toponimiją ir onomastiką. 1937 m. jis organizavo nemažai renginių, skirtų paminėti 125-ąsias Napoleono žygio per Lietuvą metines. Toks prancūzo užmojis rodo simbolinę 1812 metų svarbą. Siūlome panagrinėti šį įvykį, atsižvelgiant į to meto politinį kontekstą. Siekiama aptarti tris klausimus: koks buvo Paryžiaus ir Kauno politinis bendro paminėjimo motyvas; ar iš tikrųjų Napoleono žygis per Lietuvą užkariautojiška ir tragiška prasme, turint galvoje birželio ir gruodžio įvykius, buvo vertas minėjimo ir kokia jo prasmė; koks buvo Schmittleino įsipareigojimas ir kokią prasmę jis teikė šiam minėjimui?

Prancūzijos ir Lietuvos santykiai ketvirtąjį dešimtmetį.

Vėlyvas prancūzų lektoriaus etato įsteigimas Kauno universitete (1934 m.) simboliškai parodo sudėtingus Prancūzijos ir Lietuvos santykius po Pirmojo pasaulinio karo, tai galima paaiškinti tiek pokariniu Prancūzijos įsipareigojimu Lenkijai, tiek germanofiliška Kauno valdžios meile pasibaigus karui. Ši situacija radikaliai pasikeitė ketvirtojo dešimtmečio pradžioje, pradėjus reikštis vokiškajam nacionalizmui. Tuomet išaugo lietuvių domėjimasis prancūzų kultūra. Paryžius kovodamas su vokiečių įtaka pasikliovė Lietuva ir stengėsi didinti savo poveikį kultūrinėje srityje.

Napoleono žygio per Lietuvą atminimas.

Mintis paminėti Napoleono žygį per Lietuvą 1812 metais kėlė abejonių, nes šis įvykis siejosi su atsitraukimu iš Rusijos ir su tūkstančiais mirusiųjų. Du dalykai, kuriuos derėjo paminėti, buvo tai, kad dauguma Lietuvos gyventojų Napoleoną ir jo armiją sutiko šiltai ir kad 1812 m. liepos 1-ąją

[65] Cité d'après Gilles Dutertre, *Les Français dans l'Histoire de la Lituanie (1009–2009),* Paris, L'Harmattan, 2009, p. 107.

imperatorius paskelbė Lietuvos nepriklausomybę. 1937 metų kontekste Kaunui tai buvo proga vėl pareikšti apie šalies suverenumą, o Paryžiui – parodyti savo pritarimą Lietuvos nepriklausomybei. Be to, Didžiosios armijos pasitraukimas dėl savo tragiškos ir emocinės svarbos leido iškelti kančios, pralieto kraujo ir mirties prasmę, rėmėsi tuo, kad Napoleono prisiminimas buvo gyvas ir Lietuvoje, ir Prancūzijoje, ir kėlė tokus dalykus kaip drąsą, heroizmą, pasiaukojimą bei tautų laisvę.

Raymond'as Schmittleinas ir paminėjimo formos.

Schmittleinas buvo šio paminėjimo iniciatorius ir varomoji jėga. Jis paskelbė daugybę darbų ir dokumentų, įrodančių „tą visiško pasitikėjimo bendradarbiavimą, kuris siejo gyventojus ir okupacinę armiją", stengdamasis lyg ir užtušuoti, sumenkinti tą legendinį atsiminimą apie prancūzų administraciją, išnaudojančią ir plėšiančią šalį. Jis daug prisidėjo suteikdamas emocinį pobūdį nuo1930 metų besiplėtojantiems Prancūzijos ir Lietuvos ryšiams. 1937 m. Kauno Vytauto Didžiojo karo muziejuje Schmittleinas parengė didelę parodą apie Napoleoną. Paroda sulaukė visapusiškos Paryžius paramos. Prancūzijos užsienio reikalų ministerija suprato šio renginio naudą stiprinant dvišalius santykius, todėl nusprendė surengti prestižinį renginį. Paryžius įteikė Kaunui imperatoriaus pasirašytą dekretą dėl Lietuvos vyriausybės sudarymo, o žurnalistas Jeanas Mauclère'as prancūzų spaudoje pabrėžė, kad paroda rodė „glaudžią draugystę, siejančią Lietuvą ir Prancūziją".

Schmittleino prisiminimai apie Napoleoną po 1945 metų.

Po karo Schmittleinas norėjo prisidėti prie baltiškos kultūros egzilyje. 1952 metais Maince leistame kūrinyje „Lietuvos regionas okupacijoje" jis rašė: „Ir vėl rusiška naktis prislėgė Vytauto ir Jogailos šalį. Todėl svarbu padaryti prieinamus mokslininkams, taip pat ir visiems lietuviams pabėgėliams išeivijoje fragmentus tų turtų, kuriuos pavyks išgelbėti." Palikusiesiems Lietuvą padvelkė prisiminimais apie Napoleoną.